

M. Fisher: Le ministre peut-il nous dire brièvement quels sont ces constructeurs?

Des voix: Non!

L'hon. M. Pearkes: Je dis simplement qu'un certain nombre de représentants de sociétés de construction m'ont rendu visite.

L'AGRICULTURE

DEMANDE EN VUE DE DÉFÉRER LA MESURE SUR LE CRÉDIT AU COMITÉ DE L'AGRICULTURE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Hazen Argue (Assiniboïa): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Lui a-t-on signalé la requête de M. A. P. Gleave, président du Syndicat des agriculteurs de la Saskatchewan, demandant que la mesure prévoyant un régime de crédit à long terme pour les agriculteurs soit déferée au comité de l'agriculture afin que, pour employer les paroles mêmes de M. Gleave, la Chambre n'adopte pas en hâte une mesure législative qui pourrait à la longue ne pas être satisfaisante?

L'hon. D. S. Harkness (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai reçu en effet une requête de M. Gleave demandant que cette mesure soit déferée pour étude au comité de l'agriculture et je lui ai répondu que, la session tirant à sa fin, j'ignorais si le temps nous permettrait de le faire, mais qu'aucune décision finale n'avait été prise à ce sujet.

M. Argue: Le ministre a-t-il étudié davantage cette question? N'est-il pas d'accord avec M. Gleave que, puisqu'il s'agit d'une mesure à long terme, il est essentiel de donner la chance aux organismes agricoles de faire connaître leurs vues?

L'hon. M. Harkness: Monsieur l'Orateur, presque toutes les associations de cultivateurs de notre pays ont déjà exprimé leur opinion au sujet des mesures relatives au crédit agricole. L'Union interprovinciale des cultivateurs, la Fédération des agriculteurs et diverses autres associations ont déjà exprimé leur avis à ce sujet.

M. Argue: La mesure envisagée est-elle conforme aux opinions exprimées par les associations de cultivateurs?

L'hon. M. Harkness: Monsieur l'Orateur, le député le constatera quand le projet de résolution sera adopté et le bill lu pour la première fois.

M. Argue: Monsieur l'Orateur, je suis d'avis que ce n'est pas le cas.

LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

LA MARINE DES ÉTATS-UNIS UTILISERAIT DES PILOTES CANADIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. La marine des États-Unis a-t-elle demandé des pilotes canadiens au ministre ou sait-il si elle en a demandé à l'Association de Kingston et d'Ottawa des pilotes du Saint-Laurent pour les navires de guerre de la marine américaine utilisant la voie maritime du Saint-Laurent?

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Non, je n'ai connaissance d'aucune demande de ce genre. Je n'estime pas improbable qu'une telle demande soit reçue.

L'IMMIGRATION

PÊCHEURS LATVIENS—DEMANDE D'ENTRÉE AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration si il entend réserver un accueil sympathique à la demande des deux pêcheurs latviens qui se trouvent actuellement à Terre-Neuve et qui ont demandé la permission de se réfugier au Canada?

L'hon. Ellen L. Fairclough (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, toute la question est à l'étude en ce moment. Je ne suis pas certaine si l'honorable député a raison de dire que ces pêcheurs ont demandé refuge au sens strict du terme, mais je puis donner à la Chambre l'assurance que toute la question fait l'objet d'une étude sympathique.

L'hon. M. Pickersgill: Le gouvernement actuel a-t-il pour ligne de conduite, comme l'ancien gouvernement, de ne renvoyer personne derrière le rideau de fer?

L'hon. Mme Fairclough: Monsieur l'Orateur, c'est là une question assez générale et qui a bien des ramifications. Je ne crois pas devoir y répondre en quelques mots.

LES FINANCES

COMPARAISON ENTRE LE RENDEMENT DES VALEURS FÉDÉRALES ET CELUI DES VALEURS MUNICIPALES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. H. McMillan (Welland): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Le ministre se rend-il compte que les capitalistes des groupes à revenu moyen et élevé touchent un meilleur